

ECOCIDE LAW FAQs

Quand peut-on parler d'écocide en tant que crime? Les paramètres juridiques à prendre en considération sont: soit la portée, soit la durée, soit l'impact (notez que ceci représente un test disjonctif). Ces paramètres-la le mêmes paramètres contenus dans la Convention de 1977 sur la modification de l'environnement

Est-ce que l'ensemble de l'humanité est coupable? Non. La loi sur l'écocide en tant que crime international, touche principalement les personnes qui occupent des postes de haute responsabilité qui prennent des décisions en leur qualité de PDGs, Chefs d'entreprise, Directeurs, Ministres, Chefs d'Etat, etc... Un faux procès-test eut lieu devant la Cour Suprême du Royaume-Uni en 2011. (voir le faux procès d'écocide sur (eradicatingecocide.com/the-law/mock-trial/)). Vous pouvez également consulter le second ouvrage de Polly Higgins intitulé "Earth is our Business" et dans lequel les actes d'accusation utilisés durant ce procès et dans la Loi sur l'écocide sont énumérés.

Est-ce que l'écocide est délibérément causé? Rarement. Le but des entreprises n'est pas de détruire , leur objectif est généralement de maximiser leur profit. Afin d'établir qu'un crime a été (ou est sur le point de l'être) commis, il faut analyser les faits et apporter des preuves et non pas se baser sur l'état mental. En ce qui concerne la loi sur l'écocide, s'il y a délit d'intention (ou acte avec connaissance de cause ou délit de négligence et que malgré cela il/elle a procédé en tout état de cause) ces éléments seront utilisés comme circonstances aggravantes au moment de déterminer l'étendue de sa peine. Ainsi, le crime d'écocide peut être établi sans que le délit d'intention ne soit prouvé devant le tribunal sauf si on doit y recourir au moment du prononcement de la peine. Ceci est conforme avec la plupart des lois internationales sur la pollution.

Est-il trop tôt pour introduire cette loi en place? Non. Il nous appartient d'agir le plus vite possible; c'est une question d'héritage

Y-a-t-il eu des précédents historiques similaires? Oui. Avant que l'esclavage ne soit criminalisé en 1833, 300 accords internationaux pour éliminer l'esclavage avaient été mis en place avec très peu de succès. Beaucoup de ces accords ne disposaient pas des institutions et des procédures adéquates pour assurer leur mise en oeuvre. De même avec l'apartheid , des résolutions ont été adoptées à l'ONU , des motions et des déclarations ont été écrites et signées, les nations ont publiquement condamné l'apartheid et ont signé une Convention, mais rien de tout cela n'a réussi à y mettre fin. Finalement, l'apartheid a été reconnu comme un Crime contre l'Humanité. L'autorité de la loi ne signifie pas grande chose tant que les personnes responsables de causer des dommages ou de l'injustice ne sont tenus pour compte et que les activités néfastes et nuisibles (ainsi que les preneurs de décisions qui auront conduit à cela) ne sont pas mis hors-la-loi.

Un ecocide peut-il se produire d'une manière naturelle? Un acte de dieu (un terme juridique utilisé pour décrire les catastrophes naturelles) ne constitue pas en lui-même un crime. Lorsqu'une catastrophe naturelle se produit (ou est sur le point de se produire) et est appelée à causer des dégâts importants, une obligation légale de diligence est imposée aux personnes occupant des postes de haute responsabilité afin qu'ils portent tous les secours nécessaires. Par exemple, si un petit Etat insulaire est menacé de lourdes pertes ou de dégâts importants à cause de l'élévation du niveau de la mer, tout chef d'Etat qui refuse de porter des secours pourra être poursuivi devant une cour pénale

Est-il difficile de désigner les personnes qui doivent être inculpées? Dans la plupart des cas, oui. La plupart des cas d'écocide (mais pas tous) sont causés par des corporations. Cependant, comme pour le cas de l'élévation du niveau de la mer, les écocides à causes non-humaines ne conduisent de la même façon pas à des poursuites judiciaires; dans ce cas, c'est l'inaction , par exemple, le refus de porter secours qui donnera lieu à des poursuites judiciaires.

Que lest l'impact du crime d'écocide sur les droits des peuples autochtones? Faire de l'écocide un crime à part entière permet à de nombreuses populations, qui n'avaient aucun support juridique auparavant contre dommages massifs et destruction, à être protégé par la loi. La loi sur l'écocide permet la mise en place d'une obligation juridique qui confirme le droit des autochtones sur leurs territoires. Au cas où une corporation causerait un ecocide ou menacerait de causer un ecocide, l'Etat doit intervenir.

Pourquoi avoir une loi sur l'écocide alors que tout individu a le droit de porter plainte? En l'absence de loi sur l'écocide, l'Etat n'est pas obligé d'intervenir en votre faveur(c'est-à-dire d'entamer des poursuites judiciaires) . Cela signifie que vous devez engager la procédure vous-mêmes (à des coûts élevés) et même en cas de gain (les recours se limitent généralement à des amendes seulement) , l'entreprise est en mesure de refaire la même chose. Un recours civil ne peut ni interdire, ni anticiper et ni empêcher, alors que le droit civil est en mesure de le faire. Si l'Etat a une obligation juridique d'interdire, d'anticiper et d'empêcher, il a aussi l'obligation de poursuivre en justice. Avec la loi telle qu'elle est appliquée de nos jours dans la plupart des pays, les intérêts des actionnaires ont la priorité , généralement pour maximiser les profits.

Peut-on dire que la loi sur l'écocide va à l'encontre du développement? La loi sur l'écocide encourage le développement. Bien qu'elle interdise toute activité industrielle dangereuse qui causerait des dommages importants, elle impose en même temps une obligation juridique sur les gouvernements, les entreprises et la finance pour faire en sorte que l'industrie reste non-nuisible dans sa majorité. En d'autres termes, juridiquement les gouvernements, les entreprises et les banques doivent donner la priorité par exemple à la création et à la production d'une énergie propre, créant ainsi de nombreux emplois. Ceci crée en outre, des règles de jeu équitables pour les investisseurs, encourageant ainsi l'introduction d'industries non-nocives basées sur des investissements dans les énergies renouvelables au lieu de combustibles fossiles.

La criminalisation de l'écocide mettra-t-elle fin à l'écocide? Le vol existe toujours bien que nous ne pensions pas à révoquer la loi sur le vol. Ici, nous avons la possibilité de mettre en place une voie qui mène vers la justice. Il en a été de même pour le génocide. Une fois que le génocide a été reconnu comme un crime international, il y eut inversion des normes: alors l'absence de loi qui le régisse était considérée comme la norme, celle-ci est devenue l'exception. En criminalisant un tort moralement condamnable, nous interdisons une injustice juridiquement condamnable. Cela met à la disposition des juristes des outils leur permettant d'agir et de parler au nom des parties lésées et fait en sorte que la société en générale ne considère le crime comme acceptable

Qu'en est-il des décisions moins importantes prises par la plupart d'entre nous et lesquelles contribuent à l'écocide? D'après le principe du Droit international concernant " la responsabilité supérieure hiérarchique" , les poursuites judiciaires doivent être entamées contre le nombre limité des individus qui prennent les décisions importantes qui aboutissent à des dommages massifs ou sérieux à long-terme. La loi sur l'écocide remonte à la source en identifiant les quelques responsables dont les décisions portent atteinte à la majorité. La loi sur l'écocide ne poursuit pas les utilisateurs finaux (qui n'ont souvent peu ou pas de choix)

Comment la loi sur l'écocide peut aider les Organisations environnementales non- gouvernementales (ONGs)? Lorsque des ONGs (ou des individus) s dressent contre des injustices écologiques, il y a absence de loi. Comme il a été démontré lors de récents litiges, les lois qui existent aujourd'hui ne peuvent pas empêcher de sérieux dommages de prendre place. De nombreux activistes au sein d'ONGs ainsi que des défenseurs de l'environnement risquent des arrestations lors de leur poursuite de la justice. La loi sur l'écocide met à leur disposition le soutien de la loi.

Comment la loi sur l'écocide va-t-elle affecter les entreprises qui ont déjà mis en place des systèmes de surveillance efficaces? Les entreprises qui ont déjà des systèmes en place garantissant que leurs activités ne causent aucun dommage ne seront pas touchées par la loi sur l'écocide. La loi sur l'écocide crée un environnement dans lequel les meilleures pratiques sont les mêmes pour tous. Les dispositions précédentes – volontaires ou peu rigoureuses – sont renforcées par la loi sur l'écocide et tout ce qui auparavant était volontaire devient obligatoire à appliquer. Les entreprises qui ont déjà des systèmes de contrôle efficaces en place auront l'avantage d'être les premiers à offrir leurs produits et services sur le marché

Quels sont les effets politiques et économiques immédiats de la loi sur l'écocide? La loi sur l'écocide perturbe tout système existant. Entre autres, la loi sur l'écocide fera en sorte que nos systèmes économiques sont dictés par des services et non pas mus par la propriété privée; nos entreprises doivent avoir d'une manière primordiale une obligation de protection au lieu de donner la priorité au profit à la place des êtres humains et de la planète, quant à nos gouvernements, ils seront obligés par la loi à passer à des politiques qui ne causent pas de dommages

Y-aura-t-il des pays qui s'opposeront à la loi sur l'écocide? Probablement. Ce qui importe c'est de savoir si l'Etat est signataire du Statut de Rome – si non, l'Etat n'a aucun droit à la parole. Il en va de même pour les Etats qui seront sur le point de bénéficier du statut de protection que leur apportera la loi sur l'écocide; s'ils n'en sont pas signataires, ils n'en bénéficieront guère. Seuls les pays signataires auront le droit de voter sur la loi de l'écocide et de bénéficier du soutien qu'elle octroie en cas de nécessité (certains Etats voudront s'y joindre afin de bénéficier du soutien qu'elle apporte)

Qui peut voter afin de criminaliser l'écocide? Chaque état-membre signataire du Statut de Rome (ils sont au nombre de 123 aujourd'hui) a le droit de voter afin que l'écocide soit admis comme un crime international. Une fois que 83 Etats-membres auront porté leur support à l'amendement du Statut de Rome pour l'inclusion du crime d'écocide, celui-ci deviendra loi.

Est-ce que la loi sur l'écocide peut être contraignante aux pays non-signataires? Oui, sous certaines conditions. Le droit universel sur les crimes internationaux commis par des Etats non-signataires a été appliqué. Le cas le plus célèbre est celui de la Chambre de Lords du Royaume Uni lorsqu'une plainte fut déposée par un avocat espagnol contre le Général Pinochet lors de sa visite au Royaume Uni en 1998.

Est-ce l'application de la loi par les Etats prendra beaucoup de temps? C'est une question de volonté politique. Toutes les nations ont la possibilité de passer des lois d'urgences en très peu de temps et l'expérience nous montre que beaucoup de pays peuvent le faire une fois qu'un point de non-retour a été atteint. Prenons l'exemple du Crime de

Génocide – son adoption en tant que loi a pris 3 ans. Introduire un amendement au statut de Rome est un processus accéléré et ne peut être opposé; il est beaucoup plus facile de modifier un document que de mettre en place un Traité, une Convention ou un Accord inefficaces.

Est-il possible que le processus poursuivi en ce moment d'amendement du crime d'agression représente un obstacle? Seulement s'il est utilisé politiquement par ceux qui ne veulent pas supporter la loi sur l'écocide. Il pourrait également représenter un avantage car il nous permettrait d'anticiper les obstacles.

Est-ce qu'un Etat qui rejette la loi sur l'écocide peut se retirer du Statut de Rome? Peut-être. Tant que la loi sur l'écocide n'a pas été adoptée, il est impossible de savoir si des Etats menaceront de se retirer sur la base de leur désir de continuer à commettre un crime d'écocide. Cependant, . Il faut rappeler que tous les Etats signataires aujourd'hui doivent faire respecter les lois sur "les infractions les plus graves connues de l'Homme" – choisir de se retirer sur la base du désir de commettre un crime pousse à conclure qu'un tel Etat n'est enclin à respecter aucune des valeurs partagées.

L'établissement de l'écocide en tant que crime international représente-t-il un défi? Absolument. Bien qu'il ait reçu beaucoup de support lors de sa première inclusion dans le Statut de Rome, de nos jours nous constatons que l'espace démocratique se réduit . En effet, notre défi est plus conséquent et c'est la une raison de plus pour agir

Vous pensez que les chefs d'Etat accepteront d'avoir à rendre des comptes? En fin de compte, un chef d'Etat (ou un ministre) dépend du soutien de la population, et doit être responsable devant elle. Une politique gouvernementale basée sur la prévention des dommages n'est que renforcée par la loi sur l'écocide.

Comment peut-on empêcher que la loi sur l'écocide ne soit rendue inefficace? Il existe plusieurs façons d'y arriver. Il faut tout d'abord assurer que tous les documents soient rendus publics et que leur accès soit rendu libre; Il faudrait ensuite faire en sorte qu'elle soit soutenue par plusieurs organisations variées, par des individus aussi bien que par des communautés; il faudrait également que le délit d'intention présent dans la loi soit assez visible (tel qu'il a été défini dans le préambule à la loi sur l'écocide)

Est-ce que la loi sur l'écocide s'applique au changement climatique? Oui. Bien qu'elle traite spécifiquement de la source du dommage, la loi sur l'écocide peut s'appuyer sur des preuves liées au climat pour établir l'étendue du préjudice. Le changement climatique est souvent un symptôme de l'écocide. (comme par exemple les données qui montrent que les émissions de gaz à effet de serre sont engendrées par les principales industries du carbone)

La Cour pénale internationale peut-elle étendre et renforcer ses prérogatives? Oui. étendre ses prérogatives avec la loi sur l'écocide permettrait un renforcement de l'État de droit tel qu'il a été on l'a défini à l'origine. Il y a un principe historique pour l'écocide au sein de l'ONU qui y prête légitimité; l'écocide a été à l'origine adopté dans le Statut de Rome qui est le document fondateur de la Cour pénale internationale. Beaucoup d'états avaient soutenu son inclusion à l'époque. De plus, beaucoup de pays comme les petits États insulaires qui ne sont pas des signataires du Statut de Rome auront de bonnes raisons pour s'y joindre – afin d'être protégé par la loi contre le crime d'écocide. Rétablir l'écocide comme le 5e Crime contre la Paix manquant permettrait d'assurer que l'intention originale du Statut de Rome qui est d'empêcher des dommages massifs - et par la même promouvant la paix mondiale - est entièrement réalisée.

Polly Higgins, International lawyer, Lead advocate for Ecocide law

advice@earthcommunitytrust.org